



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

DOCUMENT UNIQUE

**VALANT RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION, CANDIDATURE,
ACTE D'ENGAGEMENT ET CCTP**

TRAVAUX

MARCHÉ À PROCÉDURE ADAPTÉE

ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

en application du Code de la commande publique

**RÉFÉRENCE: TRAVAUX DE DÉVÉGÉTALISATION MÉCANIQUE
DES GRÈVES DE LOIRE 2025-2029**

Pouvoir Adjudicateur :

Direction départementale des Territoires de Maine-et-Loire, Service Sécurité et Éducation
Routières, Crises et Loire

Représentant du Pouvoir Adjudicateur : Monsieur le chef de service Service Sécurité et
Éducation Routières, Crises et Loire
par délégation du directeur départemental
des Territoires,
15 bis, rue Dupetit-Thouars
49047 Angers cedex 1
Téléphone: 02 41 86 64 51

Comptable assignataire :

Madame la directrice régionale des Finances
Publiques des Pays-de-Loire et du département de
Maine-et-Loire,
2, rue du Général Marguerite
44000 Nantes

Code CPV principal : 45 111 220-6 travaux de débroussaillage

N° DE TIERS FOURNISSEUR	
N° D'ENGAGEMENT JURIDIQUE	

Le document unique et son(s) annexe(s) sont consultables sur «PLACE» à l'adresse suivante :
www-marches-publics.gouv.fr

sous la référence : **ddt49-trav-deveg-greves-2025**

Dans l'éventualité où les candidats rencontreraient des difficultés à télécharger les documents depuis le site, ils peuvent se les procurer directement auprès de la personne publique :

- Par courrier électronique envoyé simultanément aux adresses suivantes :
 - Destinataire : ddt-ula-srgc@maine-et-loire.gouv.fr
 - Copie : pierre-yves.pouvreau@maine-et-loire.gouv.fr

aucune transmission par tout autre moyen ne sera effectuée par le pouvoir adjudicateur.

Le présent document est le dossier de consultation, valant contrat et engagement.

Il est composé des points suivants:

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> Préambule A. Objet du marché B. Règlement de la consultation C. Identification du pouvoir adjudicateur D. Identification de l'entreprise E. Clauses administratives F. Clauses techniques | <ul style="list-style-type: none"> G. Clauses financières H. Attestation sur l'honneur du candidat I. Signature du l'entreprise J. Décision du pouvoir adjudicateur si l'offre du candidat est retenue K. Notification du marché |
|---|---|

. PRÉAMBULE



Le dispositif « marché public simplifié » (MPS) est remplacé par le « **document unique de marché européen** » (DUME).

Le DUME est une déclaration sur l'honneur qui permet aux entreprises d'attester de leur compétence, de leur situation financière ainsi que de leurs capacités lorsqu'elles répondent à un marché public au sein d'un état de l'Union européenne. Il est utilisé comme preuve préliminaire dans les procédures de passation de marchés publics.

Le DUME a pour vocation de simplifier les processus de fourniture de documents et certificats attestant de l'éligibilité d'une entreprise à un marché public (critères d'exclusion et de sélection). Il se substitue aux DC1, DC2.

Aucune attestation n'est demandée au moment de la remise du DUME.

Le DUME est accessible au moment de la réponse sur [PLACE](#), sur le site [CHORUS](#) à la rubrique « Accéder au Service DUME » ou [directement](#)

L'utilisation du formulaire « DUME » est fortement préconisée, mais le candidat peut répondre par tout autre moyen.

L'entreprise peut répondre à une consultation par un DUME même si l'acheteur n'a pas lui-même créé de DUME.

Le candidat peut choisir de signer son offre (présent document unique) dès le dépôt de sa candidature. Dans ce cas, il aura recours à un certificat de signature électronique de type eIDAS, conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique et signera uniquement le document unique.

ATTENTION, seuls font foi les documents originaux du DCE détenus par l'administration.
Quel que soit le nombre de lots, l'information ne doit être fournie qu'une seule fois.

A. OBJET DU MARCHÉ

A.1 Objet du marché

Le Plan Loire Grandeur Nature est un plan d'aménagement global qui vise à concilier la sécurité des personnes, la protection de l'environnement, le développement économique dans une perspective de développement durable. Parmi les enjeux prioritaires de ce plan, celui de «Vivre durablement dans les vallées inondables de la Loire et de ses principaux affluents» est prioritaire. Les travaux d'entretien du lit et rives de Loire et du Louet, qui ont pour objet de protéger les populations contre les inondations, s'inscrivent dans cet objectif.

L'objet du présent marché consiste à réaliser les travaux de dévégétalisation mécanique des grèves de Loire pour la période de 2025 à 2029.

A.2 Liste des lots

Sans objet en raison d'un type de prestation unique.

B. RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

N.B.: les informations contenues dans ce paragraphe sont non contractuelles et informent les candidats sur les conditions de la mise en concurrence.

N.B.: le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au document unique (au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres). La date de remise des offres pourra alors être prorogée.

B.1 Procédure de la consultation

Ce marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article R2123-4 et suivants du Code de la commande publique.

Les variantes ne sont pas autorisées

Le présent marché sera conclu soit avec un titulaire unique, soit avec un groupement d'entreprises. Conformément aux dispositions des articles R 2142-19-20, R 2142-19-21 et R 2142-19-23 du Code précité, si les entreprises souhaitent se présenter groupées, elles pourront choisir la forme du groupement conjoint ou solidaire.

Le présent marché est un marché d'accord-cadre à bons de commande, sur la base de prix unitaires.

B.2 Documents à fournir par le candidat

La signature des documents n'est pas obligatoire au dépôt de l'offre

- Le présent document daté, avec son annexe financière complétée ;
- L'attestation de visite des sites préalable à l'offre remise par le maître d'œuvre ;
- Un mémoire technique présentant notamment :
 - **Une notice technique**, précisant :
 - L'organisation du chantier ;
 - Les capacités techniques et les moyens mis en œuvre ;
 - La désignation obligatoire du chef d'opération ;
 - **Une notice environnementale**, précisant les mesures prises par le candidat vis-à-vis de l'environnement :
 - Mesures générales de l'entreprise ;
 - Mesures prises sur le chantier en vue du respect du site, afin d'éviter la pollution du milieu (stockage carburant, huile hydraulique...).

B.3 Réception des plis

Les pièces constitutives sont à transmettre **exclusivement par voie dématérialisée** sur la plateforme des achats de l'État (PLACE):

www.marches-publics.gouv.fr

Les plis, enregistrés dans l'ordre d'arrivée, doivent parvenir avant la date et heure limite de réception des offres fixée au :

24 juillet 2025 à 12 h

Les candidats sont seuls responsables du respect de la date de dépôt. Les offres qui parviendraient après la date et heure limite ne seront pas acceptées. En cas d'impossibilité de remettre une offre dématérialisée, le soumissionnaire doit appeler le numéro suivant afin de convenir d'un rendez-vous de remise d'offres au siège de la DDT 49 :

Monsieur POUVREAU Pierre-Yves

Responsable du centre d'exploitation de Saint-Clément-des-Levéés

Téléphone : 06 14 52 75 15

B.4 Critères de sélection

Sont éliminées de la présente consultation sans être étudiées, les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, étant précisé qu'est :

- *Inappropriée*, une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur et qui peut en conséquence être assimilée à une absence d'offre ;
- *Irrégulière*, une offre qui est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation ;

- *Inacceptable*, une offre dont les conditions d'exécution méconnaissent la législation en vigueur ou lorsque les crédits alloués au marché ne permettent pas au pouvoir adjudicateur de la financer.

Les offres des candidats admis à l'analyse de leur proposition seront notées et classées par ordre décroissant sur la base des critères pondérés ci-dessous.

CRITÈRES D'ATTRIBUTION	NOTE MAXIMALE DES (SOUS)-CRITÈRES	PONDÉRATION
1/ Le prix des prestations* apprécié au vu du bordereau des prix et du détail estimatif non contractuel	20	60,00 %
2/ La valeur technique des prestations (notée sur 20) suivant les éléments du mémoire technique	Notice technique : 10 Notice environnementale : 10	40,00 %

* pour le calcul de la note de prix, utiliser la formule suivante:

$$\text{note de l'offre} = 20 \times \left(\frac{\text{prix HT de l'offre la moins chère}}{\text{prix HT de l'offre}} \right)$$

La note finale est obtenue par la somme des notes intermédiaires pondérées.

Règles d'arrondi :

Si le chiffre des centièmes des notes intermédiaires et finale est :

- 0, 1, 2, 3 ou 4, le chiffre des dixièmes est arrondi par défaut au dixième inférieur ;
- 5, 6, 7, 8 ou 9, le chiffre des dixièmes est arrondi par excès au dixième supérieur.

Les offres sont classées par ordre décroissant de note finale obtenue. Le candidat dont l'offre est arrivée en première position est pressenti pour l'attribution du marché.

Dans le cas où deux offres obtiennent la même note finale, la note du critère n° 1, la plus élevée détermine le candidat pressenti.

B.5 Durée de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

B.6 Négociation

Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à une négociation avec le ou les candidats (dans la limite de 3) ayant remis les offres jugées les plus intéressantes, suite au premier classement établi par application des critères pondérés énoncés.

La négociation est engagée librement avec les candidats sélectionnés. La négociation est conduite dans le respect du principe de l'égalité de traitement de tous les candidats. Elle portera sur tous les éléments de l'offre, notamment le prix. L'offre finale sera jugée selon les mêmes critères du présent règlement. Le classement final sera établi sur cette base.

Elle pourra prendre la forme d'échanges écrits et/ou d'entretiens avec le ou les candidats retenus par le pouvoir adjudicateur.

En cas d'échanges écrits, les candidats devront impérativement répondre dans les conditions de forme et de délai indiqués dans le courriel.

En cas de rencontre avec les candidats, une convocation sera transmise aux candidats en amont de l'entretien de négociation.

À l'issue des négociations, les candidats remettront alors leur offre finale dans un délai maximal indiqué lors des échanges. Ce délai de remise des offres finales sera identique pour tous les candidats.

C. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

- Direction / Service:
Direction départementale des Territoires de Maine-et-Loire
Service Sécurité et Éducation
Routières, Crises et Loire
- Nom, prénom, qualité du signataire du marché:
Monsieur le Directeur départemental des Territoires de Maine-et-Loire
- Adresse, téléphone, courriel :
15bis rue Dupetit-Thouars
49 047 Angers cedex 01
Téléphone: 02 41 86 64 51
Courriel : ddt-ula-srgc@maine-et-loire.gouv.fr
- Contact pour obtenir des informations techniques :
Monsieur Pouvreau Pierre-Yves
Responsable du centre d'exploitation de Saint-Clément-des-Levées
Téléphone : 06 14 52 75 15
02 41 53 08 70
- Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire:
Madame la directrice régionale des Finances Publiques des Pays-de-Loire
2, rue du Général Marguerite
44 000 Nantes
- Imputation budgétaire :
BOP 113-PLGN-T049
- Service et adresse pour l'envoi des factures: dépôt **OBLIGATOIRE** des factures sur le portail accessible par internet à l'URL :
<https://chorus-pro.gouv.fr>
Destinataire État: SIRET 11000201100044
- personne habilitée à donner des renseignements sur le nantissement ou les cessions de créance (art.R2191-45 du Code précité) : Monsieur le Directeur départemental des Territoires de Maine-et-Loire

D. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

- Nom de l'entreprise et nom du représentant identifié :
(à compléter par l'entreprise)
- Adresse, téléphone, courriel, télécopieur :
(à compléter par l'entreprise)
- SIRET : *(à compléter par l'entreprise)*
- Coordonnées bancaires : *(à compléter par l'entreprise + joindre RIB)*

CODE BANQUE	CODE GUICHET	N° DE COMPTE	CLÉ RIB

D.1 Si groupement d'entreprises:

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> ■ Nature du groupement : <i>(à compléter par l'entreprise)</i> ■ identification des membres du groupement : <i>(à compléter par l'entreprise)</i> | <ul style="list-style-type: none"> ■ Coordonnées bancaires des membres du groupement : <i>(à compléter par l'entreprise)</i> ■ Identification du mandataire et coordonnées : <i>(à compléter par l'entreprise + joindre RIB)</i> ■ Répartition des prestations avec indications des montants HT par entreprise : <i>(à compléter par l'entreprise)</i> |
|--|---|

D.2 Le candidat soumissionne pour:

La totalité du marché.

E.CLAUSES ADMINISTRATIVES

E.1 liste des documents contractuels par ordre de priorité

Le présent marché est régi par les documents ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

1. Le document unique, signé par le(s) candidat-s et le représentant du pouvoir adjudicateur, ainsi que ses annexes (le cas échéant, bordereau des prix à fournir par le candidat) ;
2. Les modifications ;
3. Le cas échéant, les bons de commande émis sur la base du marché ;
4. Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux en vigueur à la signature du marché, ou tout texte réglementaire le remplaçant ;
5. Le cas échéant, les annexes relatives à la co-traitance ou la sous-traitance ;
6. L'offre technique du (des) titulaire-s du marché.

E.2 Durée

Le présent marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa date de notification.

Le marché pourra être reconduit 3 fois pour une période de renouvellement de 12 mois par tacite reconduction.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.

La non-reconduction peut être notifiée par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) au minimum deux mois avant chaque échéance, par lettre recommandée avec avis de réception.

La notification de chaque période de travaux à réaliser entre le 16 août et le 01 décembre sera faite par bon de commande et ordres de service.

Après émission de l'ordre de service, l'administration conserve la possibilité de suspendre, de reporter ou d'annuler la commande pour des raisons inhérentes au service (crues). L'administration adresse cette décision au titulaire par ordre de service. Cette décision n'entraîne aucune indemnité de quelque nature que ce soit au profit du titulaire. En cas de décision de report, une nouvelle date devra être concertée avec le titulaire sans surcoût.

Toutefois, en cas d'une décision d'annulation, suspension ou de report, le pouvoir adjudicateur prendra à sa charge les frais partiels de prestations que le titulaire aurait pu engager du fait du commencement d'exécution du bon de commande, dans la mesure où le titulaire produit les justificatifs correspondant. Le règlement partiel de la prestation interrompue s'effectuera sur la base des prix contractualisés.

E.3 Lieux d'exécution

Sur les nombreux sites du lit de la Loire compris entre le bec de Vienne et le bec de Maine (49) qui seront déterminés lors des inspections d'été faites par le responsable du suivi de l'entretien du lit et en fonction du niveau du fleuve au moment des travaux. Cf Plan en annexe

La liste définitive des lieux d'intervention sera fourni chaque année avec le bon de commande.

E.4 Prix

Le marché est conclu :à PRIX UNITAIRES basés sur le bordereau de prix joint ou intégré au présent document (BPU)

Taux de TVA : 20 %

E.5 Forme des prix

Les prix sont fermes et actualisables.

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m₀ fixé, soit **juillet 2025**.

Ils sont actualisés si un délai supérieur à trois mois (article 10 du CCAG) s'écoule entre la date (ou le mois) d'établissement du prix initial et la date contractuelle de commencement d'exécution des prestations.

L'index retenu: TP 01 (travaux publics) peut être consulté à l'Insee ou au Moniteur des travaux publics.

Cette actualisation est effectuée par application à la valeur initiale du prix du marché d'un coefficient d'actualisation (C_1), arrondi au millième supérieur, donné par la formule :

$$C_1 = I_{(m-3)} / I_0$$

dans laquelle :

- I_0 = valeur de l'index TP 01 du mois " m_0 " (mois d'établissement du prix) ;
- $I_{(m-3)}$ = valeur de l'index TP 01 du mois antérieur de trois mois au mois « m » contractuel de commencement des travaux.

E.6 Avances

Une avance égale à **30 %** du montant de chaque bon de commande du marché est versée de plein droit au titulaire, sauf si celui-ci y renonce.

L'avance est calculée selon les modalités des articles R.2191-6 et suivants du CCP. Elle n'est soumise à aucune constitution de garantie privée ou de sûreté financière.

Le paiement de cette avance intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du bon de commande.

Le remboursement de l'avance s'impute par pré-compte sur les sommes dues au titulaire par fractions proportionnées aux échéances prévues dans le calendrier d'exécution des prestations.

E.7 Acomptes

Aucun acompte ne sera versé, une situation sera réalisée par bon de commande donnant lieu à un paiement.

E.8 Solde

Le solde est calculé en fin d'année après réception des travaux par le RPA.

E.9 Pénalités et réfaction

Si les prestations fixées dans le cadre du paragraphe F du présent document ne sont pas respectées, le titulaire encourt une pénalité calculée selon les modalités définies à l'article 14.1 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux. Les pénalités peuvent être appliquées en cas de retard, non-conformité ou mauvaise exécution.

Le titulaire du marché est informé qu'en cas de retard sur le délai de réalisation des travaux et à condition que ce retard ne soit pas imputable au maître d'ouvrage ou à l'impossibilité de réaliser la prestation compte tenu du niveau d'eau, il sera appliqué une pénalité journalière de **TROIS CENTS EUROS hors taxe (300 € HT)**. Cette pénalité forfaitaire sera appliquée par jour calendaire sans mise en demeure préalable dès lors que le maître d'ouvrage aura constaté ce retard.

E.10 Règlement des prestations

La facture afférente aux prestations est adressée sous forme dématérialisée sur la plate-forme CHORUS-PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/>).

Pour enregistrer sa facture, le titulaire doit indiquer deux informations:

- Le numéro d'engagement juridique CHORUS (EJ) = n° de bon de commande à droite en haut du bon de commande à en-tête de la DRFIP ;
- Le n° du service exécutant = n° Serv. Ex. (Code SE), en haut à gauche du bon de commande à en-tête de la DRFIP;

La facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le détail de la facturation (acompte, solde / objet) ;
- La date de notification du marché ;
- OU la date du bon de commande ;
- Le numéro d'engagement juridique CHORUS (EJ) = n° de bon de commande à droite en haut du bon de commande à en-tête de la DRFIP ;
- Les nom et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ;
- Le prix total HT et le prix total TTC.

Le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours.

E.11 Documents à produire pendant l'exécution du marché

E.11-1 déclaration d'assurance

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations, y compris en cas de sous-traitance. Dans un délai de 15 (quinze) JOURS à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être titulaire d'une police d'assurances :

- Au titre de la responsabilité civile ;
- Garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- Couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code civil.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du pouvoir adjudicateur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Par la suite, et pendant toute la durée du marché, le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité, sans interruption. Il dépose les attestations de renouvellement de son assurance sur le site:

WWW.E-ATTESTATIONS.FR

et ce, jusqu'à l'expiration du contrat en cours. À défaut, l'administration pourra résilier le lot concerné aux torts et aux frais du titulaire, sans indemnité (cf. art.20.1 du présent CCAP).

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite au pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

E.11-2 déclarations de paiement des impôts et des cotisations sociales

Pendant toute la durée du marché, les titulaires doivent fournir tous les six mois au plus:

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales;
- Les attestations et certificats de paiement délivrés par les administrations fiscales et sociales;
- Un extrait K bis ou K de la société.

Le titulaire dépose les attestations de renouvellement de son assurance sur le site:

WWW.E-ATTESTATIONS.FR

et ce, jusqu'à l'expiration du contrat en cours.

Pour toute demande de création d'un compte sur WWW.E-ATTESTATION.FR, le titulaire écrit à SUPPORT@E-ATTESTATION.COM.

Les sous-traitants éventuels doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

E.12 Résiliation

Les clauses mentionnées au chapitre 6 du CCAG-travaux sont applicables au marché sous réserve des stipulations ci-dessous.

Le cas échéant, la résiliation pour l'un des motifs suivants :

- Pour événements extérieurs au marché et relatifs à la capacité du titulaire à exécuter le marché (art.46.1) du CCAG-travaux ;
- Pour faute du titulaire (art.46.3) du CCAG-travaux ;
- Absence de garanties complémentaires exigées au titre des capacités (absence d'interdiction de soumissionner) ou des assurances (paragraphe E.11.1) malgré une relance par courrier ou courriel en recommandé A/R ;

ne donne lieu à aucune indemnisation du titulaire.

Le cas échéant, la résiliation pour l'un des motifs suivants:

- Événements liés au marché et indépendants de la volonté du titulaire (art.46.2) du CCAG-travaux ;
- Motif d'intérêt général (art.46.4) du CCAG-travaux

donne lieu à une indemnisation limitée à 5 % de la part non exécutée du marché.

E.13 Exécution aux risques et aux frais du titulaire

En application de l'article 48.4 du CCAG-travaux, et en cas de défaillance du titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations à ses frais et risques par une entreprise tierce.

La mise en œuvre de cette stipulation est obligatoirement précédée de l'envoi au titulaire d'une **lettre de mise en demeure en recommandé avec accusé de réception**.

En l'absence de réponse de sa part dans un délai de 15 (quinze) jours calendaires, ou si les manquements relevés persistent dans le même intervalle, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire usage de cette stipulation.

L'exécution aux risques et aux frais peut avoir lieu en cas d'inexécution (sans résiliation) ou être décidée en plus de la résiliation aux torts du titulaire

E.14 Traitement des données à caractère personnel

Le présent marché comporte un ou des traitement-s de données à caractère personnel.

E.14 – 1 Préambule – précisions terminologiques

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement général sur la protection des données (RGPD) est le représentant du pouvoir adjudicateur du présent marché et les sous-traitants sont les titulaires des lots de l'accord-cadre.

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles chaque titulaire s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent contrat, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par Ordonnance n° 2018-1125 du 12 décembre 2018 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

E.14 – 2 Descriptions du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du RPA, pour la durée du présent marché, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations.

Pour l'exécution des prestations du marché et en cas de besoin avéré, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra mettre à la disposition des titulaires les données à caractère personnel suivantes : noms, prénoms, fonction, courriel, téléphone et direction de rattachement de ses agents ou de leurs interlocuteurs. La transmission de ces données a pour unique finalité la facilitation de l'exécution du présent contrat et n'autorise en aucun cas un retraitement ou une diffusion en dehors des services concernés.

E.14 – 3 Sous – traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit le représentant du pouvoir adjudicateur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de du représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

E.15 Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

E.15 – 1 Règlement amiable des litiges

Le représentant du pouvoir adjudicateur, le préfet de la région Pays de la Loire, est signataire de la Charte "Relations Fournisseur Responsables" portée par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats.

Préalablement à tout contentieux, les parties sont tenues de saisir le comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges à Nantes (44) et/ou la médiation régionale des entreprises (DIRECCTE).

E.15 – 2 Juridictions compétentes

En cas de contentieux né de l'attribution ou de l'exécution du marché, le juge du tribunal administratif de Nantes, territorialement compétent, est saisi du litige juridictionnel.

6 allée de l'Île Gloriette BP 24 111
44041 Nantes cedex 1
Téléphone : +33 2 40 99 46 00
Télécopie : +33 2 40 99 46 58
Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr

E.16 Dérogations au cahier des clauses administratives générales TRAVAUX

NATURE DE LA DÉROGATION	DOCUMENT UNIQUE	EX: CCAG-FCS
NEANT	-	-

F. ANNEXE TECHNIQUE

F.1 Présentation générale

L'objet du présent marché consiste à réaliser les travaux d'entretien du lit qui s'inscrivent dans le cadre d'un programme ayant pour objectifs :

- D'améliorer ou d'éviter la dégradation des conditions d'écoulement des crues ;
- De préserver ou restaurer la diversité biologique des milieux naturels.

F.2 Principales contraintes des travaux

Les accès aux chantiers se font principalement par moyens terrestres, mais ils sont parfois difficiles et délicats en raison de la variation du niveau d'eau du fleuve.

F.3 Nature des travaux projetés

Les travaux consistent à l'aide d'une pelle outillée à :

- Broyer mécaniquement les ligneux à hautes tiges (saules et peupliers) installés sur les grèves et îlots accessibles du lit du Fleuve.
 - Extirper par sarclage en profondeur les systèmes racinaires des mêmes ligneux à hautes tiges
- La méthode peut être inversée selon l'importance des végétaux.

F.4 Provenance et qualité des matériaux

Sans objet.

F.5 – Préparation des travaux

Sans objet.

F.6 – Clauses techniques

1-1 Installation de chantier

Pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels, l'entreprise bénéficie gratuitement des zones délimitées par le représentant de l'administration sur le domaine public

Les conditions de stockage de carburants et des matériels devront être soumises à l'agrément du représentant de l'administration, elles devront tenir compte du caractère sensible du milieu.

En cas de nécessité de réaliser une piste d'accès à une zone d'intervention, l'entrepreneur devra obtenir l'autorisation du représentant de l'administration.

1-2 Organisation, hygiène, sécurité et réglementation du travail

Application du Code du travail et particulièrement:

Articles L 4121-1 à 5 sur la santé et la sécurité au travail et l'évaluation des risques professionnels ;

Article R 4228-1 sur la santé et la sécurité au travail ;

Article R 4227-28 à 33 sur les mesures de risques d'incendie ;

Article L 5213-1 concernant les travailleurs handicapés ;

Application des Recommandations et guides de l'OPPBTP sur l'Hygiène et la sécurité des travailleurs et particulièrement concernant la prévention contre le coronavirus.

Le personnel devra porter obligatoirement les équipements de protection individuelle (EPI) adaptées aux tâches effectuées (vêtements, bottes, gants, lunettes, casques, masques, etc).

Toute négligence entraînera l'exclusion immédiate du chantier.

1-3 Matériels et engins de chantiers

Tous les engins, matériels et outillages mis en œuvre sur les chantiers doivent être conformes aux règles de sécurité en vigueur.

Les engins de chantiers devront être conformes aux contrôles d'usage et aux normes anti-pollution en vigueur.

L'usage d'huile biodégradable dans les systèmes hydrauliques est fortement recommandée.

1-4 Remise en état des lieux après travaux

Sont notamment compris si nécessaire :

- La remise en état des lieux de stockage de matériels éventuel;
- La remise en état des rives aménagées pour l'accès des engins.

F.7– Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Sans objet.

F.8 – Réception des travaux

L'achèvement du marché de travaux fait l'objet d'une décision de réception par le maître d'ouvrage avec constat du service fait et stipulant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

F.9– Délais de garantie

Le délai de garantie est d'un mois à compter de la date d'effet de la réception. Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur est tenu à une obligation dite "obligation de parfait achèvement" au titre de laquelle il doit remédier à tous les désordres signalés par le maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception.

G. ANNEXE FINANCIÈRE

BORDEREAU DES PRIX

N° des prix	Désignation des ouvrages et du prix unitaire en euros hors taxe en toutes lettres	Prix unitaire en chiffre en € (HT)
1	<p>BROYAGE MÉCANIQUE DES LIGNEUX A LA GROSSE PELLE MÉCANIQUE</p> <p>Ce prix comprend le broyage mécanique des ligneux à hautes tiges à l'aide d'un engin mécanique à chenilles de grosse puissance équipée d'un outillage adapté de type broyeur forestier.</p> <p>Ce prix s'applique à la journée de huit heures.</p> <p>Prix Unitaire en toutes lettres</p> <p>.....</p>	<p>.....</p>
2	<p>EXTRACTION DES LIGNEUX PAR SARCLAGE EN PROFONDEUR A LA GROSSE PELLE MÉCANIQUE</p> <p>Ce prix comprend l'extraction en profondeur des systèmes racinaires des ligneux par pelle mécanique à chenilles de grosse puissance équipée d'un outillage adapté de type sarcleuse</p> <p>Ce prix s'applique à la journée de huit heures.</p> <p>Prix Unitaire en toutes lettres</p> <p>.....</p>	<p>.....</p>

N° des prix	Désignation des ouvrages et du prix unitaire en euros hors taxe en toutes lettres	Prix unitaire en chiffre en € (HT)
3	<p>EXTRACTION DES LIGNEUX A LA PELLE MÉCANIQUE MOYENNE</p> <p>Ce prix comprend l'extraction des ligneux et des systèmes racinaires à la pelle mécanique à chenilles de moyenne puissance équipée d'un godet squelette.</p> <p>Ce prix s'applique à la journée de huit heures.</p> <p>Prix Unitaire en toutes lettres</p> <p>.....</p>	<p>.....</p>
4	<p>DÉPLACEMENT DE SITE EN SITE</p> <p>Ce prix comprend le transport par porte-engins de site en site, y compris toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique unitairement par déplacement</p> <p>Prix Unitaire en toutes lettres</p> <p>.....</p>	<p>.....</p>

H. ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Au stade de sa candidature, le candidat s'engage sur l'honneur à présenter :

- Les capacités nécessaires à l'exécution du marché public (professionnelles, techniques et financières, assurances) ;
- À respecter les dispositions de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ;
- À respecter les dispositions des articles L 5212-1 à L 5212-11 du Code du travail relatifs à l'emploi des travailleurs handicapés.

Les capacités attestées sur l'honneur et la vérification des obligations sociales et fiscales du candidat seront vérifiées par le pouvoir adjudicateur avant notification au lauréat.

I. SIGNATURE DU MARCHÉ PAR L'ENTREPRISE

Après avoir pris connaissance des conditions administratives et des exigences techniques, j'accepte sans réserve les clauses énoncées ci-avant, contenues dans les documents originaux conservés par l'administration (seuls faisant foi) et m'engage, sur la base de mon offre à exécuter les prestations demandées et à livrer les fournitures demandées aux prix indiqués ci-dessus.

Si l'offre est signée au moment de l'attribution, l'attributaire s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle remise :

- ☐ Sur la plate-forme au moment de la remise initiale de l'offre ;
- ☐ Sur la plate-forme/sur dépôt papier après négociation ;
- ☐ Après mise au point en accord avec l'acheteur.

<i>Nom, prénom et qualité du signataire(*) et des membres si groupement d'entreprises (**)</i>	<i>Lieu et date de signature</i>	<i>Signatures</i>

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

(**) En cas de groupement, le mandataire est solidaire.

J'accepte le versement de l'avance :

☐ OUI ☐ NON

(N.B. : l'avance n'est pas soumise à constitution de garantie à première demande)

J. DÉCISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le marché vous est attribué.

La présente offre est ACCEPTÉE.

à Angers, le

Signature (représentant du pouvoir adjudicateur)

K. NOTIFICATION DU MARCHÉ AU TITULAIRE

■ Notification dématérialisée via PLACE :

- Date :

- Heure :

** POUR LES TITULAIRES ÉTRANGERS*

■ En cas d'envoi en lettre recommandée avec avis de réception:

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché)

Annexe 1

Formulaire du candidat établi À L'ÉTRANGER

Annexe ou tout document équivalent (ou formulaires DC 1 et DC 2) à joindre dans le dossier d'offre pour les candidats étrangers. *Le candidat, auquel il est envisagé d'attribuer le marché, qui est établi ou domicilié dans un État étranger (membre ou non de l'Union européenne) et qui intervient en France, fournit à l'acheteur les informations suivantes ou équivalent (exemple, NOTI 1) :*

IDENTITÉ

Raison sociale :

Forme juridique :

Dirigeant principal :

Adresse :

En cas d'assujettissement à la TVA : Numéro TVA intracommunautaire attribué par la direction des finances publiques en application de l'article 286 ter du Code général des impôts:

CONFORMITÉ

- ☐ Je certifie être à jour de mes obligations sociales (déclarations et paiements)
- ☐ Je certifie être à jour de mes obligations fiscales ligneux à hautes tiges
- ☐ Je certifie avoir contracté les assurances permettant de garantir ma responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations

CAPACITÉS FINANCIÈRES ET EFFECTIFS

« Saisir ses effectifs, ses chiffres d'affaires globaux, dont le pourcentage significatif pour cette consultation sur les trois dernières dernières exercices, si la situation juridique le permet (le formulaire est adapté pour que les sociétés récentes, n'aient pas à renseigner tous les exercices). »

« Chiffre d'affaires global (si la situation juridique le permet) :

- Exercice n :
- Exercice n-1 :
- Exercice n-2 :

Pourcentage significatif pour ce marché (si la situation juridique le permet :

- Exercice n :
- Exercice n-1 :
- Exercice n-2 :

Tranche d'effectifs (si la situation juridique le permet) :

Le formulaire est adapté pour que les sociétés créées depuis moins de trois ans n'aient pas à renseigner les trois dernières années. En cas de modifications en cours, des demandes de compléments pourront être faites par l'acheteur.

- ☐ Je déclare posséder les pouvoirs d'engager la société, soit en tant que dirigeant, soit comme délégataire du dirigeant : Nom :

- ☐ Les documents attestant de son identité ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France, les documents attestant la régularité de sa situation sociale au regard du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale (article D 8222-7-1°-b du Code du travail), attestant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites, l'immatriculation à un registre professionnel dans le pays d'établissement ou de domiciliation est obligatoire (article D 8222-7-2° du Code du travail) ne seront demandés qu'au candidat retenu.

Nom, prénom et qualité du signataire

Lieu et date de signature

Annexe 2

Documents et attestations à remettre tous les 6 mois par le titulaire établi À *L'ÉTRANGER*

Le titulaire du marché qui est établi ou domicilié dans un État étranger (membre ou non de l'Union européenne) et qui intervient en France, fournit à l'acheteur tous les 6 mois les documents suivants :

1) Dans tous les cas:

- ◆ Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du Code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France;
- ◆ Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale.

2) Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants:

- ◆ Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
- ◆ Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
- ◆ Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.
- ◆ Conformément à l'article D. 8222-8 du Code du travail, ces documents et attestations sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française.